

ESSAIM GATINAIS – SIAMPADH

Association loi 1901

41-43, Avenue de Fontainebleau

77760 LA CHAPELLE-LA-REINE

Téléphone 01 60 96 92 90

Email : siampadh@essaimgatinais.asso.fr



LIVRET D'ACCUEIL

Service d'accompagnement et d'aide à domicile

Interventions

7 Jours sur 7

Agrément préfectoral N°SAP/308221068

Autorisation Conseil Général 77 PA/AH n°2004/29 CSAD n°01



ESSAIM GATINAIS – SIAMPADH – Association Loi 1901

Service d'Intervention et d'Accompagnement Mobile pour Personnes Âgées Dépendantes et/ou Handicapées

41- 43, Avenue de Fontainebleau - 77760 LA CHAPELLE-LA-REINE - Tél 01 60 96 92 90

Agrément préfectoral N°SAP/308221068 - Autorisation Conseil Général 77 PA/AH n°2004/29 CSAD n°01

N° SIRET 038 2210068 00049 – Code APE 8810A

Mail : siampadh@essaimgatinais.asso.fr

Le mot du président

Madame, Monsieur,

Vous avez fait le choix de faire appel à l'Association **ESSAIM GATINAIS – SIAMPADH** dans le cadre d'une intervention à votre domicile. Nous vous souhaitons la bienvenue au sein de l'association.

Ce livret d'accueil présente le service d'aide et d'accompagnement à domicile. Il vous informe sur nos différentes prestations, notre fonctionnement et nos valeurs.

ESSAIM GATINAIS – SIAMPADH est une association loi 1901 donc à but non lucratif qui vous propose différents professionnels d'aides à domicile et différents services.

ESSAIM GATINAIS – SIAMPADH vous assure une prise en charge globale et personnalisée pour votre maintien à domicile le plus longtemps possible.

Notre ambition est de vous apporter une réponse personnalisée conformément à votre projet de vie afin de vous permettre de continuer à bien vivre chez vous.

Notre service a pour missions de : soutenir, soulager, assister, accompagner pour faciliter votre vie à domicile.

Le service que nous vous proposons tient compte votre demande, votre environnement, vos ressources, de vos désirs.

C'est sur la base d'une évaluation personnalisée que nous construisons ensemble votre prestation.

Les équipes de notre association sont à votre service et s'efforceront de répondre au mieux à vos attentes

Nous vous remercions de votre confiance.

Le Président

Pierre Bacqué

SOMMAIRE

QUI SOMMES NOUS ?	3
QUE PROPOSONS NOUS ?	4
POUR QUELS PUBLICS ?	4
DEONTOLOGIE ET PRINCIPES D’ACTION	5
UN SERVICE PRESTATAIRE	6
NOS CONDITIONS FINANCIERES	6
NOS CONDITIONS D’ADMISSION	8
INFORMATIONS PRATIQUES	9



1 - Présentation de l'association

L'ESSAIM GATINAIS, est une association, Loi 1901, créée en 1962, assurant la gestion de la maison de retraite médicalisée St Joseph ainsi que du **Service d'Intervention Mobile pour Personnes Âgées, Dépendantes et/ou en situation de Handicap – SIAMPADH** - créée en 2004.

Le **SIAMPADH** – service à la personne à domicile :

- est autorisé par le **Conseil Départemental** de Seine-et-Marne et bénéficie de l'agrément qualité préfectoral ;
- a obtenu en avril 2015 la labellisation CAP HANDEO pour intervenir auprès d'utilisateurs en situation de handicap
- est signataire du CPOM (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) avec le Conseil Départemental de Seine-et-Marne ;
- est en partenariat avec les principaux régimes de retraite (CNAV, MSA, régimes spéciaux et particuliers), le Conseil Général (APA, aide sociale), la CPAM, la CAF, les mutuelles,...
- adhère au réseau National de l'**Aide des Soins** et des **Services Aux Domiciles – UNA**. Réseau fondé sur l'économie sociale, militant pour des valeurs de solidarité, respect, dignité et équité ;
- est l'employeur de plus de 16 salariés ;
- intervient auprès de plus de **130 personnes**.

L'association Essaim Gâtinais est dirigée par un Conseil d'Administration constitué de membres bénévoles. Les administrateurs définissent la politique générale de l'association et contrôlent sa gestion, assistés par un commissaire aux comptes.

2 - Zone d'intervention du SIAMPADH

Le **SIAMPADH** – service à la personne à domicile intervient sur **83 communes** des cantons de :

- | | |
|-------------------------|--|
| ○ La Chapelle La Reine, | ○ Château-Landon, |
| ○ Fontainebleau, | ○ Lorrez-le-Bocage |
| ○ Nemours, | ○ Perthes en Gâtinais (hors commune de Dammarie-Les Lys) |

3 - Déontologie et principe d'intervention du SIAMPADH

Le **SIAMPADH** – service à la personne à domicile s'engage sur :

- ❖ **Une attitude générale de respect** impliquant réserve et discrétion pour tout salarié de l'association et à tout moment de la prestation. Cette attitude impose :
 - ✓ Le respect de la personne, de ses droits fondamentaux,
 - ✓ Le respect de ses biens
 - ✓ Le respect de son espace de vie privée, de son intimité,
 - ✓ Le respect de sa culture et de ses choix de vie.

- ❖ **Une intervention individualisée** visant à la fois une approche globale de la personne et un ajustement continu de la prestation à ses besoins et à ses attentes :
 - ✓ Quelle que soit votre situation, nous vous proposons des réponses adaptées après une évaluation de vos besoins réalisée avec vous, à votre domicile.
 - ✓ La durée, la fréquence et le contenu de nos interventions sont définis, en accord avec vous, selon vos besoins.
 - ✓ Au-delà de notre prestation, par notre connaissance approfondie du secteur social et médico-social et nos relations partenariales, nous saurons vous apporter tous les conseils pour une prise en charge globale et coordonnée de vos besoins.
 - ✓ Nous sommes garant de la promotion de la bientraitance, du bien-être, du respect de la dignité et nous veillons à la prévention de situations pouvant menacer la santé physique ou psychique des personnes.
 - ✓ Nous vous apportons un soutien matériel, moral et social. Nos intervenants utilisent selon les moments, la méthodologie la plus adaptée : faire à votre place, vous aider à faire ou vous encourager à faire
- ❖ **Une relation triangulaire** entre le bénéficiaire, l'intervenant et un référent, dans un double objectif :
 - ✓ Protéger le bénéficiaire face aux éventuelles pratiques abusives ou non satisfaisantes
 - ✓ Protéger l'intervenant afin qu'il conserve la juste distance professionnelle et l'accompagner dans des situations éventuelles difficiles.

4 - Engagements du SIAMPADH

- ➔ **Accueil. Disponibilité. Réactivité.**
Répondre de manière rapide et adaptée à chaque demande.
- ➔ **Clarté. Rigueur. Transparence.**
Fournir des informations complètes et fiables tout au long de la prestation.
- ➔ **Personnalisation. Écoute. Suivi.**
Adapter notre intervention à l'évolution de vos besoins.
- ➔ **Compétences. Expériences. Savoir-faire.**
Mettre à votre service des intervenants compétents et professionnels.
- ➔ **Confidentialité. Respect. Discretion.**
Respecter votre vie privée et votre intimité.
- ➔ **Qualité. Évaluation. Amélioration.**
Faire évoluer nos pratiques pour améliorer votre satisfaction.

Nos engagements

Intervention tous les jours de l'année de 6 H à 24 H

Une évaluation gratuite et sans engagement

Le **SIAMPADH** s'engage sur simple demande de votre part à définir et évaluer vos besoins, un devis gratuit et sans engagement vous est remis.

Une sélection rigoureuse de nos salariés

Le **SIAMPADH** s'engage, avant d'intégrer un nouvel intervenant, à s'assurer de ses compétences et de son intégrité.

Aucun frais de dossier/aucun frais de gestion

Le **SIAMPADH** s'engage après la signature du contrat, à s'occuper de tout le suivi administratif en tant qu'employeur de l'intervenant. Le **SIAMPADH** s'engage à ne facturer aucun frais de dossier/frais de gestion au bénéficiaire.

Le respect de votre vie privée

Le **SIAMPADH** s'engage à adopter une attitude de réserve et de discrétion dans le respect de vos biens, vos espaces de vie privée, votre intimité, votre culture et vos choix de vie. Le respect de la dignité et de la liberté de l'être humain sont des valeurs qui contribuent au développement d'un projet de vie et d'un projet d'aide.

La Continuité de service

Le **SIAMPADH** s'engage garanti la continuité de service : remplacement automatique du personnel en cas de maladie, absence ou congés. Vous serez immédiatement prévu par téléphone.

La liberté et la souplesse

Le **SIAMPADH** s'engage sur le nombre et la durée des prestations qui peuvent varier selon vos besoins. Le **SIAMPADH** s'engage ne pas vous facturer la prestation en cas d'empêchement majeur (hospitalisation d'urgence). Vous pouvez modifier ponctuellement l'horaire de votre intervention si la demande est réalisée sous 72 heures. Le nombre et la durée des prestations peuvent varier selon vos besoins.

Un suivi de la qualité de nos prestations

Le **SIAMPADH** s'engage est à l'écoute de vos remarques ou commentaires qui permettront de mieux s'adapter à vos habitudes et fournir en toutes circonstances des services de qualité.

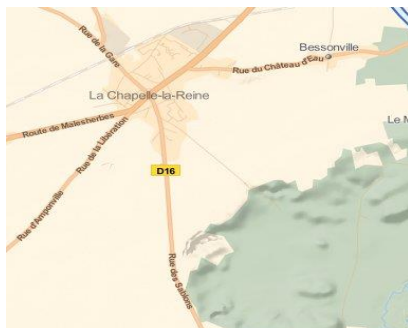
Le **SIAMPADH** s'engage sur le suivi de la qualité des prestations avec des enquêtes de satisfaction réalisées une fois par an. Un cahier de liaison est mis en place au domicile du bénéficiaire et permet la coordination des différents acteurs intervenants au domicile (bénéficiaire, intervenant(s), famille).

Le **SIAMPADH** s'engage à suivre votre projet de vie, en se rendant au moins une fois par an (ou sur demande) à votre domicile pour revoir votre plan d'aide personnalisé.

5 - Siège social et coordonnées du SIAMPADH

Le siège social du SIAMPADH – service à la personne à domicile est situé :

41- 43, Avenue de Fontainebleau - 77760 LA CHAPELLE-LA-REINE



 **01 60 96 92 90**

Du Lundi au vendredi : de 9 H à 12 H30 et de 13 H 30 à 17 H 30

En dehors des horaires de bureau, un encadrant est joignable sur le portable de permanence

Accueil du Public au 41- 43, Avenue de Fontainebleau - 77760 LA CHAPELLE-LA-REINE

Du Lundi au vendredi : de 9 H à 12 H30 et de 13 H 30 à 17 H 30

Ou sur rendez-vous

*Accessible aux personnes en situation de handicap par l'entrée de l'EHPAD
Maison de retraite - Saint Joseph*

6 - Publics du SIAMPADH

- ❖ Personnes ayant des difficultés pour assurer les actes de vie courante (difficultés occasionnelles ou permanentes) ;
- ❖ Personnes âgées et/ou en perte d'autonomie ;
- ❖ Personnes en situation de handicap quel que soit son âge ;
- ❖ Personnes en convalescence (suite à accident, maladie, sortie d'hôpital) ;
- ❖ Personnes qui souhaitent une aide ponctuelle ou durable aux activités ménagères.

7 - Spécificité du SIAMPADH

Le **SIAMPADH** – service à la personne à domicile vous propose une intervention en **mode prestataire**, c'est à dire que tous nos intervenants sont salariés du **SIAMPADH**.

Vous êtes ainsi déchargé de toutes les démarches administratives relatives à l'emploi d'un salarié, de toutes les obligations et responsabilités habituelles de l'employeur ainsi que des responsabilités liées à l'intervention à votre domicile.

Qui est l'employeur et qui recrute le personnel (intervenant et personnel administratif et d'encadrement) ?	Le SIAMPADH
Qui rédige et signe le contrat de travail avec le personnel ? Qui gère les bulletins de salaire, les congés payés, les arrêts maladie ?	Le SIAMPADH
Qui choisit les plages horaires et le rythme des interventions ?	Le bénéficiaire en concertation avec le SIAMPADH
Qui assure la coordination des différentes interventions au domicile du bénéficiaire ?	Le SIAMPADH et le bénéficiaire

Le **SIAMPADH** est **l'employeur du professionnel** – intervenant à domicile - qui travaille chez vous.

8 - Missions du SIAMPADH

Le **SIAMPADH** a pour mission de :

❖ Contribuer à votre maintien à domicile :

La principale mission du **SIAMPADH** est de vous permettre de rester à votre domicile lorsque vous rencontrez des difficultés dans les gestes de la vie quotidienne, en leur proposant une aide humaine et adaptée.

❖ Favoriser l'autonomie :

L'accompagnement que nous vous proposons vise également à préserver ou à restaurer votre autonomie, cela se traduit notamment par une volonté de « **faire avec** » et non de « **faire à la place de** ».

❖ Respecter vos habitudes de vie :

Nous nous préoccupons de respecter votre environnement, vos habitudes sans bouleverser votre cadre de vie et votre famille et proches (conjoint, enfants...) selon la prise en charge défini avec vous.

❖ Développer le lien social :

Nos intervenants à votre domicile vous permettront de rester informés sur la vie extérieure lors des échanges que vous aurez pendant le temps d'intervention.

Nous pouvons aussi vous accompagner pour des activités extérieures à votre domicile. Ainsi, vous aurez un lien social qui brisera votre isolement (accompagnement dans les musées, au cinéma, à des concerts...).

9 - Prestations du SIAMPADH

Le **SIAMPADH** intervient entre 6 H et 24 H à votre domicile, 7 jours sur 7.

Nous assurons une continuité de service les dimanches et jours fériés.

Le **SIAMPADH** s'adapte à **vos besoins**, votre **projet de vie** et/ou de votre **prise en charge**. Les horaires, les jours d'intervention et la durée de chaque intervention seront étudiés avec vous.

Les interventions sont au minimum d'une heure.

Nous vous proposerons une **souplesse** dans les prestations :

- **Prestations ponctuelles** (1 semaine, 1 mois) ou régulières
- **Prestations quotidiennes** : 1 à 4 passages par jour selon vos besoins
- **Prestations hebdomadaires** : juste quelques heures ou quelques jours

Aide et accompagnement - Assistance aux Personnes âgées et/ou aux personnes en situation de handicap

- ❖ Aide au lever - aide au coucher
- ❖ Aide à la toilette (sans prescription médicale)
- ❖ Aide à l'habillage et au déshabillage
- ❖ Aide et préparation des repas
- ❖ Aide au change et transfert

Accompagnement dans les activités de la vie sociale

- ❖ Accompagnements en courses
- ❖ Accompagnements divers (RDV médicaux, coiffeur, kinésithérapeute...)
- ❖ Aider aux activités de loisirs (jeux, musées, concerts, promenades...)
- ❖ Accompagnement dans l'exercice d'une activité professionnelle
- ❖ Aider à la réalisation de démarches administratives

Aide aux tâches quotidiennes

- ❖ Entretien du domicile, travaux ménagers
- ❖ Assistance administrative (courrier....)
- ❖ Entretien du linge, repassage
- ❖ Promenades des animaux de compagnie (chien de moins de 10 KG), chat)

Autres Prestations

- ❖ Gardes de jour (ponctuelles ou programmées)
- ❖ Aide aux aidants

Portage de repas à votre domicile :

- ❖ **7 jours sur 7 et 365 jours sur 365 - livraison de votre repas à domicile**



- ✓ Tous les mardis, le menu de la semaine suivante vous est remis ;
- ✓ Vous cochez les plats que vous souhaitez ;
- ✓ Vous pouvez demander un changement en fonction de vos goûts ;
- ✓ Nous prenons en compte **votre régime alimentaire** ;
- ✓ Vous pouvez opter pour la **journée alimentaire** (repas du midi et repas du soir) ou simplement pour le repas du midi, sans oublier le pain.

Exemple de menu – Journée alimentaire

Régime

Salade fraîcheur
Emincé de dinde sauce
financière avec riz
Fromage et dessert
Pour le soir : Potage et dessert

**Régime sans sel et/ou sans
sucre, mixé, hypocalorique.....**

10 – Activité spécifique du SIAMPADH

Une prestation innovante
depuis 2014
UNAnimation



Un **professionnel de l'animation** réalise **avec vous** des activités stimulantes : créatives, physiques et culturelles pour favoriser votre maintien à domicile. Ces activités se déroulent à **votre domicile**.

Un projet de vie, personnalisé à domicile, sera défini avec vous en fonction de vos envies, de votre situation et de vos objectifs. Les animations seront adaptées au fur et à mesure de votre attente.

Animation à votre domicile

Une activité en lien avec votre plan d'aide et votre projet personnalisé :

- ❖ Entretenir sa mémoire et développer l'attention et la concentration ;
- ❖ Maintenir sa forme physique pour accomplir les actes essentiels de la vie quotidienne ;
- ❖ S'exprimer par le biais de jeux ;
- ❖ Réactiver l'éveil de ses sens et favoriser la mémoire culturelle ;
- ❖ Communiquer, entretenir le lien avec les autres et se stimuler ;
- ❖ Rompre la solitude et maintenir une relation de bien-être.

Maintenir sa mémoire, ses capacités physiques,
C'est rester chez soi le plus longtemps possible.

Intervention à la carte

Les interventions seront définies avec vous : une fois par semaine ou plus, une fois par mois... .

11 - Equipe professionnelle du SIAMPADH

Le **SIAMPADH** est l'employeur des intervenants à domicile et du personnel administratif et d'encadrement. Le **SIAMPADH** respecte et applique, comme tout autre employeur « collectif », le code du travail et la Convention Collective de 1951, les grilles de salaire et assure la responsabilité civile en cas d'accident de ses salariés.

Intervenants à domicile :

Le **SIAMPADH** a des Auxiliaires de Vie Sociale :

Ces intervenants sont chargés d'accomplir un travail matériel, moral et social auprès de vous.



L'Auxiliaire de vie sociale : professionnel titulaire d'un diplôme d'Etat, « Diplôme d'Etat Auxiliaire de Vie Sociale » (DEAVS).

Recrutements :

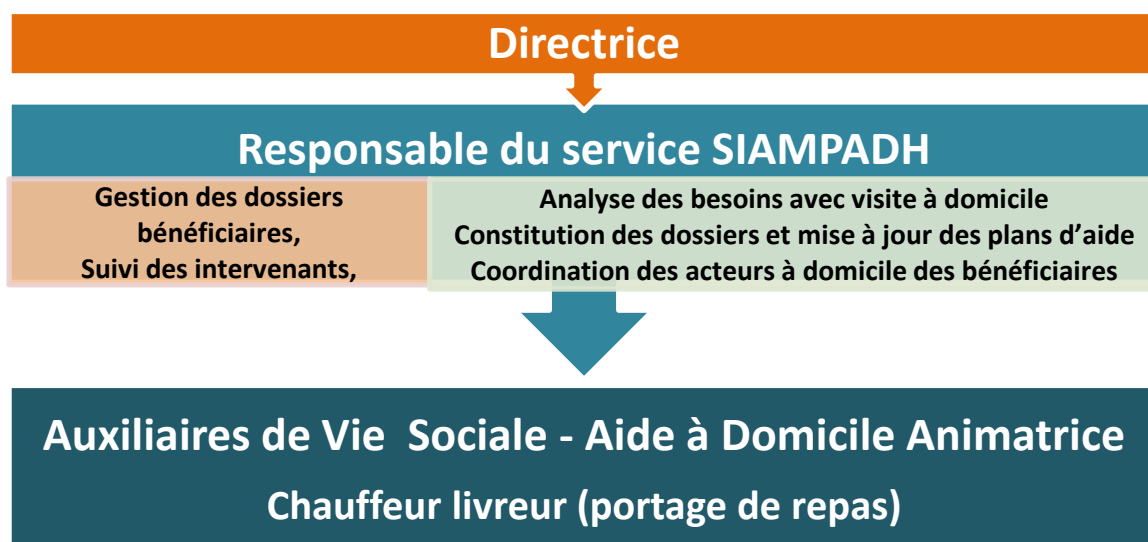
Le **SIAMPADH** est très attentif au recrutement des intervenants. Ces recrutements sont basés sur différents critères :

- L'expérience professionnelle et personnelle
- Les diplômes, le niveau scolaire, les attestations de formation
- La confiance, la relation humaine, le savoir-être et le savoir faire

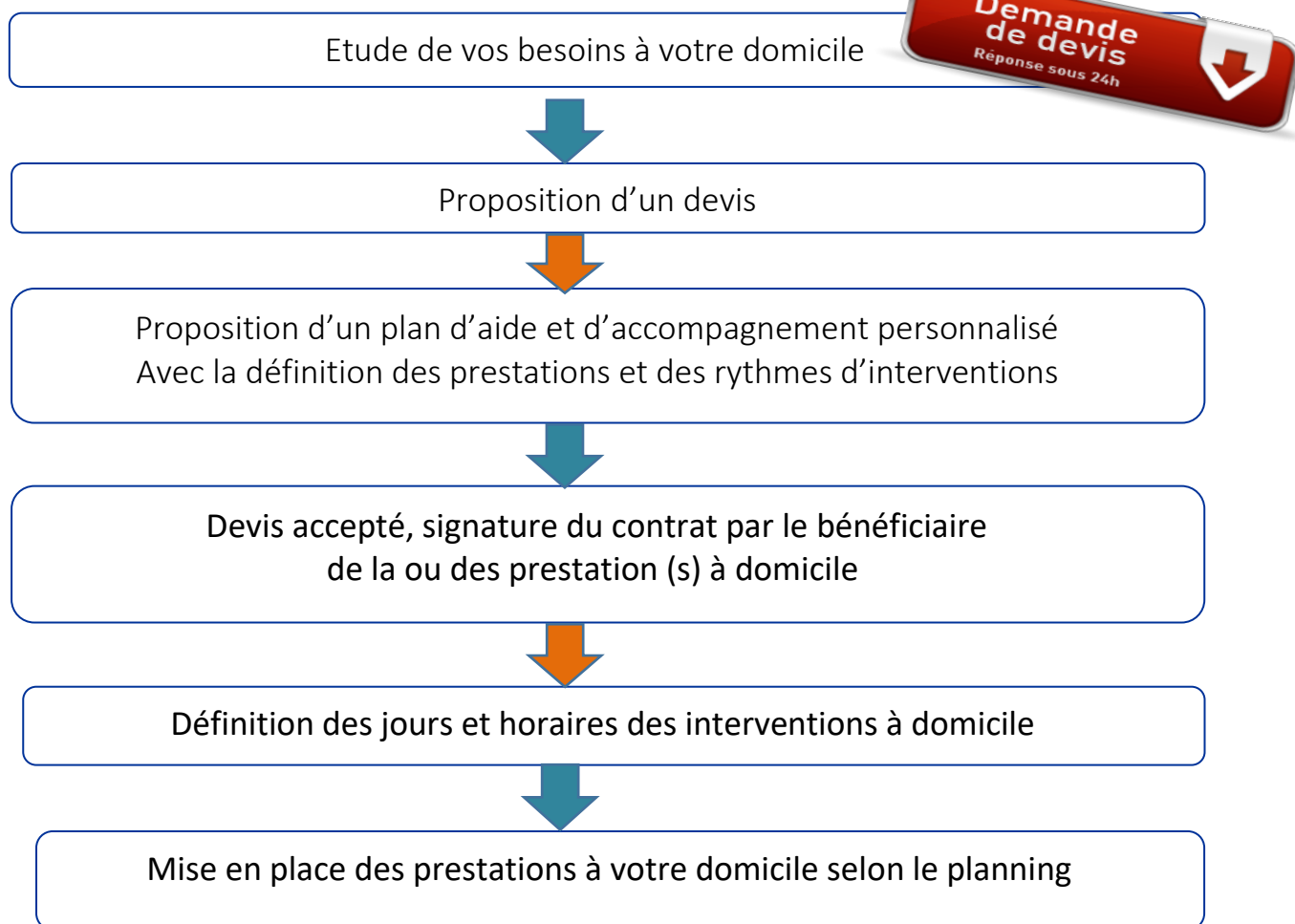
Tous nos intervenants suivent des **formations** afin d'assurer leurs activités :

- 1^{er} geste d'urgence
- Gestes et postures
- Formation de 1^{er} secours

L'équipe administrative et d'encadrement :



12 - Formalités administrative pour le dossier d'intervention du SIAMPADH



Constitution de votre dossier au SIAMPADH

Afin de pouvoir bénéficier des services d'accompagnement et d'aide à domicile du **SIAMPADH** des démarches sont nécessaires.

Un rendez-vous sera fixé avec vous à votre domicile pour réaliser l'évaluation de vos besoins et formaliser ainsi votre projet d'aide et d'accompagnement.

Vous pouvez également venir dans nos locaux du lundi au vendredi entre 9 H et 12 H 30 et entre 13 H 30 et 17 H 30.

Lors de ce rendez-vous, nous vous présenterons le fonctionnement du **SIAMPADH**. Selon vos besoins, un contrat et un devis vous seront remis. Vous serez totalement libre d'accepter ou de refuser.

Si besoin et en fonction de votre accord, nous pouvons proposer un aménagement de votre logement. Nous vous aiderons si nécessaire à la constitution d'un dossier.

Selon votre situation personnelle pour votre maintien à domicile, nous pourrions vous orienter vers des organismes afin d'obtenir une aide financière pour les interventions que vous souhaitez mettre en place.

Après acceptation du devis et du contrat, le **SIAMPADH** mettra en place les prestations et un planning vous sera transmis.

Sous un délai de six mois, nous vous proposons de construire ensemble un projet individualisé d'aide et d'accompagnement.

Un **cahier de liaison** restera à votre domicile pour permettre le lien entre vous et les différents intervenants, votre famille Il vous sera également remis le système de pointage des horaires des interventions – système de télégestion.

Dans le mois qui suit la première intervention, la Responsable de service vous contactera pour ajuster, si besoin, votre plan d'aide. Il s'agit également de connaître votre avis sur les premières interventions réalisées à votre domicile.

Puis une enquête de satisfaction annuelle vous permettra de nous faire part des améliorations que vous souhaitez.

A tout moment, vous pouvez nous contacter si vous souhaitez des modifications dans le planning ou pour nous faire part de vos propositions.

L'équipe administrative et d'intervenants restent à votre écoute.

Documents nécessaires pour constituer votre dossier au SIAMPADH

- ❖ Livret de famille ou carte d'identité
- ❖ Justificatifs de prise en charge (APA, caisse de retraite...)

13 - Prise en charge par le SIAMPADH

Le **SIAMPADH** peut vous accompagner dans vos démarches pour le financement de vos prestations en vous aidant à constituer un dossier de :

- **APA** (Aide Personnalisée d'Autonomie à la personne âgées)
- **Caisse de Retraite**
- **Demande d'aide ponctuelle** (Mutuelles et assurances)

Lors de notre évaluation à domicile nous vous informerons sur les démarches administratives à suivre (sorties d'hospitalisation, maladies...).

14 - Consultation de votre dossier au SIAMPADH et en cas de conflits

Vous pouvez solliciter le **SIAMPADH** afin de consulter votre dossier. Les modalités de consultation de votre dossier sont précisées dans le règlement de fonctionnement.

En cas de conflit, vous pouvez solliciter une personne pour vous aider :

Liste de la Préfecture de Seine et Marne et Conseil Général des personnes qualifiées

En annexe n°7 du présent livret accueil

15 - Partenaires du SIAMPADH

Pour mener à bien nos missions, le **SIAMPADH** travaille en étroite collaboration avec différents partenaires. Les partenaires institutionnels sont

Organismes financeurs	Aides	Conditions
<u>Conseil Départemental</u>	Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)	Avoir plus de 60 ans
	Aide Sociale légale	Avoir des ressources inférieures au minimum vieillesse
<u>MDPH</u> (Maison Départementale pour Personnes Handicapées)	Prestation de Compensation du Handicap (PCH)	Etre en situation de handicap Moins de 60 ans
<u>Autres Caisses de retraite principale</u> (MSA, RSI, ...)	En fonction de votre caisse de retraite	Selon les indications de ces caisses Avoir 65 ans (ou moins de 65 ans si taux d'invalidité)
<u>CPAM</u> (Caisse Primaire d'Assurance Maladie)	Aide financière	Aide ponctuelle (gardes malades) Sans limite d'âge
<u>CCAS</u> (Centre Communal d'Actions Sociales)	Aide financière, matérielle... Portage de repas	Avoir plus de 70 ans
<u>Mutuelle</u> (Mondiale assistance...)	En fonction de votre complémentaire santé	Suite à un accident, hospitalisation ou maladie, etc.
RT2		
<u>MAIA</u> (Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'Aide et de soins dans le champ de l'Autonomie)	Une méthode qui associe tous les acteurs engagés dans l'accompagnement des personnes âgées de 60 ans et plus en perte d'autonomie et de leurs aidants grâce à une démarche novatrice : l'intégration des services d'aide et de soins.	Avoir plus de 60 ans
<u>PAT</u> Pôle Autonomie Territorial	Développer des services et actions en direction du public en situation de handicap	Etre en situation de handicap Moins de 60 ans
<u>AGIRC - ARCO</u>	Sortir Plus : aide momentanée	Selon les indications de la caisse de retraite

ESSAIM GATINAIS – SIAMPADH – Association Loi 1901

Service d'Intervention et d'Accompagnement Mobile pour Personnes Âgées Dépendantes et/ou Handicapées

41- 43, Avenue de Fontainebleau - 7760 LA CHAPELLE-LA-REINE - Tél 01 60 96 92 90

Agrément préfectoral N°SAP/308221068 - Autorisation Conseil Général 77 PA/PH n°2004/29

N° SIRET 038 2210068 00049 – Code APE 8810A

Mail : siampadh@essaimgatinais.asso.fr

Le SIAMPADH est conventionné par certains financeurs directement ou par l'intermédiaire de l'UNA 77. Selon vos ressources, votre état de santé et votre besoin d'aide, vous pourrez prétendre à diverses aides.

- ❖ **Allocation personnalisée à l'autonomie (APA)** : Il s'agit d'une prestation servie par le Conseil Général, dont le montant varie en fonction de votre perte d'autonomie (GIR) et de vos ressources. Si vous devez vous acquitter d'un ticket modérateur, son montant est précisé sur votre notification d'attribution.
- ❖ **Action sociale facultative de votre caisse de retraite** : Une prise en charge peut vous être accordée en fonction de votre situation. Elle précisera le nombre d'heures accordées par mois et la participation restant à votre charge en fonction de vos revenus.
- ❖ **Aide sociale légale aux personnes âgées ou handicapées** : Cette prestation est attribuée par le Conseil Départemental si vos revenus sont inférieurs au plafond de ressources.
- ❖ **Prestation de compensation aux personnes handicapées** : Cette prestation, servie par la Maison Départementale des Personnes Handicapées varie selon votre dépendance. Elle couvre les dépenses d'aides humaines et techniques
- ❖ **Action sociale facultative des CAF et CPAM** : Une aide peut être accordée à votre famille lorsque vous rencontrez des difficultés temporaires liées à une maladie, une naissance, un accident, un décès,....
- ❖ **Mutuelles** : Elles peuvent prendre en charges quelques heures lors d'une sortie d'hospitalisation.
- ❖ **Cesu préfinancé** : Il peut vous être délivré par différents organismes qui prennent en charge tout ou partie de sa valeur (Comité d'entreprise, Employeur, Mutuelles, Conseil Général,...)

16 - Tarifs horaires du SIAMPADH

Le prix des prestations est en annexe N° 1 du présent livret d'accueil.

Ce prix est fixé annuellement par le Conseil Général de Seine et Marne.

Toutes les aides obtenues sont déductibles du prix de revient de notre service.

Elles sont déduites de votre facture quand nous les percevons en direct ou alors nous vous facturons la totalité du coût et vous recevez l'aide.

Une facture vous est adressée en début de mois sur la base des heures de prestations réalisées sur le mois précédent écoulé. Elle vous sera transmise par courrier.

Votre règlement doit nous parvenir dans un délai de 10 jours à réception de la facture selon les modalités suivantes :

- espèces ;
- chèque ;
- virement ;
- CESU préfinancé

Avantages fiscaux

Le SIAMPADH a obtenu son Agrément Qualité et vous transmettra chaque année une attestation fiscale. Vous pouvez bénéficier d'une réduction fiscale ou d'un crédit d'impôt selon les textes en vigueur.

17 – Matériel fourni aux intervenants du SIAMPADH

Les intervenants à domicile sont équipés de tabliers jetables, de gants jetables ainsi que des produits désinfectants.

Vous pouvez facilement les identifier grâce à leur carte professionnelle sur leur téléphone portable.

18 - Spécificités dans le cadre des interventions

❖ Les clés

Afin de garantir l'accès à votre domicile, nous vous proposons d'installer une boîte à clés afin de faciliter l'intervention de nos professionnelles tout en vous assurant la sécurité de vos clés. Une attestation de boîte à clés, vous sera transmise. Cette boîte vous est offerte par notre service ; l'installation restant à votre charge.

Pour toutes interventions à domicile, nous vous demandons :

Matériel nécessaire pour l'aide à la Toilette

- ❖ 1 cuvette
- ❖ 2 gants de toilette (à renouveler si besoin)
- ❖ 2 serviettes de toilette
- ❖ Produits de toilette : shampoing, savon, nécessaire pour hygiène buccale, cotons tige, rasoir...
- ❖ Sacs poubelle
- ❖ Essuie-tout
- ❖ Changes complets et adaptés, si nécessaire
- ❖ Linge de lit
- ❖ Linge corporel

Matériel nécessaire pour l'aide quotidienne :

- ❖ Chiffons
- ❖ Aspirateur
- ❖ Balai, balai brosse
- ❖ Serpillère
- ❖ Produits pour l'entretien des sols, des meubles, des vitres (vinaigre blanc...)

Attention les produits fournis doivent respecter la législation en vigueur (non périmés et conservés dans le conditionnement d'origine) et le matériel doit être en bon état.

18 – Résumé du fonctionnement du SIAMPADH

En résumé, pour vous offrir la meilleure réponse à vos besoins

1- Une évaluation gratuite et sans engagement à votre domicile

Une évaluation de vos besoins est effectuée à votre domicile, afin d'établir ensemble votre plan d'intervention. Il vous sera remis le présent livret d'accueil et ses annexes ainsi que le règlement de fonctionnement.

2- Contrat de prestation

Après la visite à domicile, il vous sera proposé un devis et un contrat de prestation. Le contrat définit vos droits et obligations ainsi que les nôtres.

3- L'organisation des interventions

Dès réception de votre accord (contrat de prestation) et/ou de la prise en charge de l'organisme payeur, nous réaliserons la planification de vos interventions, selon vos besoins. Vous pourrez identifier l'intervenant avec sa carte professionnelle. Pour une première intervention, nous vous contacterons par téléphone pour vous préciser le nom, prénom de l'intervenant ainsi que l'horaire exact de celle-ci.

4- Planning et modifications des interventions

Un planning est élaboré, en tenant compte au maximum de vos souhaits et de votre projet de vie : Jour et horaires d'intervention. Ce planning vous sera remis par l'intervenant.

Nos missions prévoient un ou plusieurs intervenants à votre domicile dont les compétences professionnelles permettent de répondre à vos besoins.

Vos interventions peuvent être modifiées ponctuellement si la demande est réalisée sous 72 heures.

Pour tous renseignements ou demande de modification des interventions, vous devez prendre contact avec la responsable de secteur chargée d'organiser et de coordonner les interventions.

5- En cas d'absence



Dans le cas où vous seriez amené à être hospitalisé (hospitalisation prévue), ou à vous absenter, veuillez nous prévenir au minimum une semaine à l'avance.

Dans le cas d'une hospitalisation urgente, merci de nous prévenir dans les plus brefs délais.

Dans le cas où l'intervenant à domicile ne pourrait pas assurer la prestation, nous vous proposerons un remplacement dans les plus brefs délais. Vous en serez informé téléphoniquement.

Le **SIAMPADH** assure la continuité des interventions, une autre aide à domicile sera missionnée pour assurer les heures programmées à sa place.

Vous êtes libre de renoncer à ce remplacement et attendre le retour de votre aide à domicile référente.

6- Suivi des interventions à votre domicile



Un cahier de liaison vous sera remis lors de la première intervention.

Il permet d'assurer un suivi des interventions réalisées à votre domicile, une coordination entre les différents intervenants en facilitant la transmission des informations.

Il peut être consulté, renseigné et rempli par tous les professionnels qui interviennent chez vous et votre famille.

Si vous ne souhaitez pas de ce cahier de liaison, une attestation de refus vous sera remise

7- Ajustement de vos besoins

Le référent du **SIAMPADH** est la Responsable de service qui reste à votre disposition pour toute réclamation ou pour toute modification souhaitée dans les interventions.

Dans un délai de 6 mois, un projet individualisé d'aide et d'accompagnement sera réalisé avec vous.

Une visite annuelle sera effectuée à votre domicile afin de mettre à jour le plan d'intervention : ajustement de votre plan d'aide et d'accompagnement.

8- Enregistrement des heures d'intervention

Afin de comptabiliser les heures réalisées à votre domicile, les intervenants sont tous équipés d'un téléphone qui permet, grâce au code barre d'enregistrer le début et la fin des interventions. Ce code barre de télégestion est placé au domicile du bénéficiaire.

9- Enquêtes de satisfaction

Une enquête de satisfaction vous sera transmise :

- A la fin des interventions dans le cadre d'une intervention temporaire ou occasionnelle, avec ou sans prise en charge.
- Au minimum une fois par an dans le cadre d'une intervention régulière

10- Une facture mensuelle

SIAMPADH vous adressera une facture conforme à la tarification en vigueur.

Une facture mensuelle vous sera envoyée entre le 05 et le 10 du mois suivant.

11- Modalités de paiement

Le paiement des factures se fait sous huit jours à réception.

Vous avez la possibilité de régler par :

Chèque, chèque Emploi Service Universel (CESU) pré financé (avec valeur faciale), virement bancaire, espèces.

Annexe N° 1 - la Bienveillance

Maltraitance :

« Toute personne âgée en situation de handicap ou de dépendance doit être respectée et reconnue dans sa dignité, sa liberté, ses droits et ses choix » (Charte des droits et libertés de la personne âgée accueillie).

Les victimes de violence sont souvent âgées, seules, fragilisées par leur incapacité, leur dépendance. La maltraitance est la plupart du temps cachée, niée, secrète et parfois inconsciente.

Une large prise de conscience, grâce à la médiatisation, la mobilisation d'associations, des familles et des professionnels de santé, a fait éclater au grand jour les détestables pratiques familiales et professionnelles de certains : mauvais traitements, violences physiques ou psychologiques, les atteintes aux libertés, les négligences lourdes, et les atteintes aux biens.

Charte de la Bienveillance :

La charte de la bienveillance à l'égard des personnes âgées, des personnes en situation de handicap des et des personnes en perte d'autonomie occasionnelle ou permanente est destinée aux professionnels de l'aide à domicile, des services de soins ainsi qu'aux personnes vulnérables et leur entourage.

La charte a été élaborée avec les représentants des personnes âgées, des services d'aides à domicile, Allo Maltraitance Personnes Agées (**ALMA**)

Les valeurs de la bienveillance :

Les personnes âgées, même très dépendantes ou malades ont des droits et libertés qui s'imposent à tous accompagnements, qu'il soit professionnel, bénévole ou familial, intervenant au sein d'un établissement d'un service social et médico-social ou en famille d'accueil ...

❖ Les personnes accueillies sont les interlocutrices principales :

C'est elles même qui apprécient la qualité de l'accompagnement qu'elles reçoivent. Elles sont considérées dans leur globalité, avec leur personnalité, avec leur capacité d'entendre, voir, de sentir, de s'exprimer et de réagir.

❖ Les personnes accueillies sont libres de leur personne :

Aucunes structures de prise en charge ne peuvent « **exclure** » ou « **demandeur le renvoi** » d'une personne pour des motifs non liés au contrat de prestation ou au règlement de fonctionnement ou liés à l'aggravation de sa dépendance. En tout état de cause une autre solution doit être proposée.

L'avis du responsable sera recherché chaque fois que nécessaire en étroite collaboration avec d'autres partenaires.

❖ Les personnes expriment des besoins :

Ces besoins doivent être entendus et pris en compte, quels que soit leurs enjeux exprimés qu'ils soient directs ou indirects.

Tous les intervenants familiaux et autres s'efforcent de lutter constamment contre les risques de maltraitance, en se formant et s'informant en continu pour développer une prise en charge de qualité.

Tous les intervenants s'impliquent ensemble en respectant les compétences et les limites propres à chacun.

❖ Les personnes doivent pouvoir s'exprimer :

Elles doivent pouvoir s'exprimer en tant que payeur des prestations, par rapport à la qualité de l'accompagnement qu'elles reçoivent.

❖ Tout doit être mis en œuvre au quotidien :

Pour apporter une réponse adaptée aux attentes individuelles dans la limite de l'engagement du projet de vie initial, du bénéficiaire.

Ils sont en droit d'affirmer leur droit à la liberté, à l'autonomie, à la justice, à la dignité et plus particulièrement le droit :

- ♦ D'être accompagné par des intervenants compétents et formés
- ♦ D'associer librement ou non leur famille en tant que partenaire à leur choix de vie
- ♦ De faire évoluer leur choix de vie, à tout moment
- ♦ De se faire représenter, en cas d'empêchement ou difficultés psychiques
- ♦ De connaître la vérité dans tous les domaines : aucune information ne doit vous être cachée
- ♦ De demander un soutien psychologique

Si les intervenantes se doivent de respecter le bénéficiaire celui-ci se doit autant de respecter les professionnels.

❖ La bientraitance des intervenants :

Les bénéficiaires ne doivent pas avoir :

- ♦ Des propos raciste à leur encontre
- ♦ Des réflexions ou demandes à connotations sexuelles
- ♦ Des pressions psychologiques (dénigrement de leur travail, de leurs tenues et de leur physique...)
- ♦ Tous actes de violences à leur égard : Verbales, Physiques et Sexuels

Mais également :

- ♦ Le refus, du bénéficiaire, d'utiliser le matériel de sa prise en charge, de son handicap ou de sa dépendance (lève malade, gants à usage unique...)
- ♦ L'utilisation d'un matériel ou d'une utilisation défectueuse
- ♦ La réalisation de tâches qui ne sont pas dans leur mission ou dans son projet de vie.

❖ En cas de constat d'un des éléments cités ci-dessus :

- ♦ Alerte auprès de la hiérarchie
- ♦ Signalisation par écrit de l'intervenant

Pleine Vie Services engage un entretien et une visite à domicile et la recherche de solutions. En premier lieu :

- ♦ Un rappel des obligations du bénéficiaire
- ♦ Si nécessaire et en cas d'élément grave et répété, la responsable pourra accompagner l'intervenante pour un dépôt de plaintes auprès des services de police ou de gendarmerie
- ♦ En cas extrême, si danger grave et imminent tel que prévu dans l'article (**L 413-1 et L413-3 du code du travail**) et si la situation le justifie, l'intervenant peut faire valoir « **le droit de retrait** » et refuser d'intervenir auprès du bénéficiaire.

De même l'association Pleine Vie Services peut rompre le contrat de prestation le liant au bénéficiaire.

*Dans tous les cas, le **SIAMPADH** doit veiller à évaluer les risques psycho-sociaux pour ses intervenants.*

CONTACTS

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE

DGA SOLIDARITE DPA AH/SECQ
Hôtel du Département
CS50377
77010 MELUN CEDEX
TEL : 01 64 19 26 57

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

près le Tribunal de Grande Instance de Fontainebleau
159, rue Grande
77300 FONTAINEBLEAU
Tel. 01 60 71 23 00
Fax 01 64 22 18 11

PREFET DE SEINE ET MARNE DIRRECTE

Cité administrative Pré-Chamblain
Bâtiment C
20, Quai Hippolyte Rossignol
77011 MELUN
Tél : 01 64 41 28 59

ALLO MALTRAITANCE

N° NATIONAL UNIQUE DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H A 19H
Tel : 39 77

HANDEO

Tél : 01 43 12 19 29

Annexe 2 : La Discrimination

Toute personne doit respecter la loi

La Loi n°2008-496 du 27 mai 2008 relative aux diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, modifiée par la [Loi n°2006-340 du 23 mars 2006 - art. 13 JORF 24 mars 2006](#), stipule que :

Article 225-1 du Code Pénal :

« Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de leur patronyme, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Constitue également une discrimination toute distinction opérée entre les personnes morales à raison de l'origine, du sexe, de la situation de famille, de l'apparence physique, du patronyme, de l'état de santé, du handicap, des caractéristiques génétiques, des mœurs, de l'orientation sexuelle, de l'âge, des opinions politiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée des membres ou de certains membres de ces personnes morales. »

Article 225-2 du Code Pénal :

« La discrimination définie à l'article 225-1, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 Euros d'amende lorsqu'elle consiste :

1° A refuser la fourniture d'un bien ou d'un service ;

2° A entraver l'exercice normal d'une activité économique quelconque ;

3° A refuser d'embaucher, à sanctionner ou à licencier une personne ;

4° A subordonner la fourniture d'un bien ou d'un service à une condition fondée sur l'un des éléments visés à l'article 225-1 ;

5° A subordonner une offre d'emploi, une demande de stage ou une période de formation en entreprise à une condition fondée sur l'un des éléments visés à l'article 225-1 ;

6° A refuser d'accepter une personne à l'un des stages visés par le 2° de l'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale.

Lorsque le refus discriminatoire prévu au 1° est commis dans un lieu accueillant du public ou aux fins d'en interdire l'accès, les peines sont portées à cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 Euros d'amende. »

Le taux minimum de l'amende applicable aux personnes morales est égal au quintuple de celui prévu pour les personnes physiques par la loi qui réprime l'infraction.

Lorsqu'il s'agit d'un crime pour lequel aucune peine d'amende n'est prévue à l'encontre des personnes physiques, l'amende encourue par les personnes morales est de 1 000 000 Euros.

Annexe 3 : Charte des Droits et Libertés de la Personne Accueillie

(Arrêté du 8 septembre 2003 relatif à la charte des droits et libertés de la personne accueillie mentionnée à l'article L.311-4 du code de l'action sociale et des familles)

Article 1^{er} : Principe de non-discrimination

Dans le respect des conditions particulières de prise en charge et d'accompagnement, prévues par la loi, nul ne peut faire l'objet d'une discrimination à raison de son origine, notamment ethnique ou sociale, de son apparence physique, de ses caractéristiques génétiques, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son âge, de ses opinions et convictions, notamment politiques ou religieuses, lors d'une prise en charge ou d'un accompagnement, social ou médico-social.

Article 2 : Droit à une prise en charge ou à un accompagnement adapté

La personne doit se voir proposer une prise en charge ou un accompagnement, individualisé et le plus adapté possible à ses besoins, dans la continuité des interventions.

Article 3 : Droit à l'information

La personne bénéficiaire de prestations ou de services a droit à une information claire, compréhensible et adaptée sur la prise en charge et l'accompagnement demandés ou dont elle bénéficie ainsi que sur ses droits et sur l'organisation et le fonctionnement de l'établissement, du service ou de la forme de prise en charge ou d'accompagnement. La personne doit également être informée sur les associations d'usagers œuvrant dans le même domaine. La personne a accès aux informations la concernant dans les conditions prévues par la loi ou la réglementation. La communication de ces informations ou documents par les personnes habilitées à les communiquer en vertu de la loi s'effectue avec un accompagnement adapté de nature psychologique, médicale, thérapeutique ou socio-éducative.

Article 4 : Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation de la personne

Dans le respect des dispositions légales, des décisions de justice ou des mesures de protection judiciaire ainsi que des décisions d'orientation :

- 1) La personne dispose du libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre de son admission dans un établissement ou service, soit dans le cadre de tout mode d'accompagnement ou de prise en charge ;
- 2) Le consentement éclairé de la personne doit être recherché en l'informant, par tous les moyens adaptés à sa situation, des conditions et conséquences de la prise en charge et de l'accompagnement et en veillant à sa compréhension.
- 3) Le droit à la participation directe, ou avec l'aide de son représentant légal, à la conception et à la mise en œuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne lui est garanti.

Lorsque l'expression par la personne d'un choix ou d'un consentement éclairé n'est pas possible en raison de son jeune âge, ce choix ou ce consentement est exercé par la famille ou le représentant légal auprès de l'établissement, du service ou dans le cadre des autres formes de prise en charge et d'accompagnement. Ce choix ou ce consentement est également effectué par le représentant légal lorsque l'état de la personne ne lui permet pas de l'exercer directement. Pour ce qui concerne les prestations de soins délivrées par les établissements ou services médico-sociaux, la personne bénéficie des conditions d'expression et de représentation qui figurent au code de la santé publique.

La personne peut être accompagnée de la personne de son choix lors des démarches nécessitées par la prise en charge ou l'accompagnement.

Article 5 : Droit à la renonciation

La personne peut à tout moment renoncer par écrit aux prestations dont elle bénéficie ou en demander le changement dans les conditions de capacités, d'écoute et d'expression ainsi que de communication prévues par la présente charte, dans le respect des décisions de justice ou mesures de protection judiciaire, des décisions d'orientation et des procédures de révision existantes en ces domaines.

Article 6 : Droit au respect des liens familiaux

La prise en charge ou l'accompagnement doit favoriser le maintien des liens familiaux et tendre à éviter la séparation des familles ou des fratries prises en charge, dans le respect des souhaits de la personne, de la nature de la prestation dont elle bénéficie et des décisions de justice. En particulier, les établissements et les services assurant l'accueil et la prise en charge ou l'accompagnement des mineurs, des jeunes majeurs ou des personnes et familles en difficultés ou en situation de détresse prennent, en relation avec les autorités publiques compétentes et les autres intervenants, toute mesure utile à cette fin.

Dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et du souhait de la personne, la participation de la famille aux activités de la vie quotidienne est favorisée.

Article 7 : Droit à la protection

Il est garanti à la personne comme à ses représentants légaux et à sa famille, par l'ensemble des personnels ou personnes réalisant une prise en charge ou un accompagnement, le respect de la confidentialité des informations la concernant dans le cadre des lois existantes. Il lui est également garanti le droit à la protection, le droit à la sécurité, y compris sanitaire et alimentaire, le droit à la santé et aux soins, le droit à un suivi médical adapté.

Article 8 : Droit à l'autonomie

Dans les limites définies dans le cadre de la réalisation de sa prise en charge ou de son accompagnement et sous réserve des décisions de justice, des obligations contractuelles ou liées à la prestation dont elle bénéficie et des mesures de tutelle ou de curatelle renforcée, il est garanti à la personne la possibilité de circuler librement. A cet égard, les relations avec la société, les visites dans l'institution, à l'extérieur de celle-ci, sont favorisées.

Dans les mêmes limites et sous les mêmes réserves, la personne résidente peut, pendant la durée de son séjour, conserver des biens, effets et objets personnels et, lorsqu'elle est majeure, disposer de son patrimoine et de ses revenus.

Article 9 : Principe de prévention et de soutien

Les conséquences affectives et sociales qui peuvent résulter de la prise en charge ou de l'accompagnement doivent être prises en considération. Il doit en être tenu compte dans les objectifs individuels de prise en charge et d'accompagnement. Le rôle des familles, des représentants légaux ou des proches qui entourent de leurs soins la personne accueillie doit être facilité avec son accord par l'institution, dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et des décisions de justice.

Les moments de fin de vie doivent faire l'objet de soins, d'assistance et de soutien adaptés dans le respect des pratiques religieuses ou confessionnelles et convictions tant de la personne que de ses proches ou représentants.

Article 10 : Droit à l'exercice des droits civiques attribués à la personne accueillie

L'exercice effectif de la totalité des droits civiques attribués aux personnes accueillies et des libertés individuelles est facilité par l'institution, qui prend à cet effet toutes mesures utiles dans le respect, si nécessaire, des décisions de justice.

Article 11 : Droit à la pratique religieuse

Les conditions de la pratique religieuse, y compris la visite de représentants des différentes confessions, doivent être facilitées, sans que celles-ci puissent faire obstacle aux missions des établissements ou services. Les personnels et les bénéficiaires s'obligent à un respect mutuel des croyances, convictions et opinions. Ce droit à la pratique religieuse s'exerce dans le respect de la liberté d'autrui et sous réserve que son exercice ne trouble pas le fonctionnement normal des établissements et services.

Article 12 : Respect de la dignité de la personne et de son intimité

Le respect de la dignité et de l'intégrité de la personne est garanti. Hors la nécessité exclusive et objective de la réalisation de la prise en charge ou de l'accompagnement, le droit à l'intimité doit être préservé.

Annexe 4 :

Dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles

Article L.116-1

L'action sociale et médico-sociale tend à promouvoir, dans un cadre interministériel, l'autonomie et la protection des personnes, la cohésion sociale, l'exercice de la citoyenneté, à prévenir les exclusions et à en corriger les effets. Elle repose sur une évaluation continue des besoins et des attentes des membres de tous les groupes sociaux, en particulier des personnes handicapées et des personnes âgées, des personnes et des familles vulnérables, en situation de précarité ou de pauvreté, et sur la mise à leur disposition de prestations en espèces ou en nature. Elle est mise en oeuvre par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, les organismes de sécurité sociale, les associations ainsi que par les institutions sociales et médico-sociales au sens de [l'article L. 311-1](#).

Article L.116-2

L'action sociale et médico-sociale est conduite dans le respect de l'égale dignité de tous les êtres humains avec l'objectif de répondre de façon adaptée aux besoins de chacun d'entre eux et en leur garantissant un accès équitable sur l'ensemble du territoire.

Article L.311-3

L'exercice des droits et libertés individuels est garanti à toute personne prise en charge par des établissements et services sociaux et médico-sociaux. Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lui sont assurés :

- 1° Le respect de sa dignité, de son intégrité, de sa vie privée, de son intimité et de sa sécurité ;
- 2° Sous réserve des pouvoirs reconnus à l'autorité judiciaire et des nécessités liées à la protection des mineurs en danger et des majeurs protégés, le libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre d'une admission au sein d'un établissement spécialisé ;
- 3° Une prise en charge et un accompagnement individualisé de qualité favorisant son développement, son autonomie et son insertion, adaptés à son âge et à ses besoins, respectant son consentement éclairé qui doit systématiquement être recherché lorsque la personne est apte à exprimer sa volonté et à participer à la décision. A défaut, le consentement de son représentant légal doit être recherché ;
- 4° La confidentialité des informations la concernant ;
- 5° L'accès à toute information ou document relatif à sa prise en charge, sauf dispositions législatives contraires ;
- 6° Une information sur ses droits fondamentaux et les protections particulières légales et contractuelles dont elle bénéficie, ainsi que sur les voies de recours à sa disposition ;
- 7° La participation directe ou avec l'aide de son représentant légal à la conception et à la mise en œuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne.

Article L.313-24

Dans les établissements et services mentionnés à [l'article L. 312-1](#), le fait qu'un salarié ou un agent a témoigné de mauvais traitements ou privations infligés à une personne accueillie ou relaté de tels agissements ne peut être pris en considération pour décider de mesures défavorables le concernant en matière d'embauche, de rémunération, de formation, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement du contrat de travail, ou pour décider la résiliation du contrat de travail ou une sanction disciplinaire.

En cas de licenciement, le juge peut prononcer la réintégration du salarié concerné si celui-ci le demande.

Article L.311-5

Toute personne prise en charge par un établissement ou un service social ou médico-social ou son représentant légal peut faire appel, en vue de l'aider à faire valoir ses droits, à une personne qualifiée qu'elle choisit sur une liste établie conjointement par le représentant de l'Etat dans le département, le directeur général de l'agence régionale de santé et le président du conseil général. La personne qualifiée rend compte de ses interventions aux autorités chargées du contrôle des établissements ou services concernés, à l'intéressé ou à son représentant légal dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Annexe 5 : Règlement de Fonctionnement SIAMPADH

En application de l'article L.311-7 du Code de l'action sociale et des familles et du décret n°2003-1095 du 14 novembre 2003, le présent règlement a pour objectif de définir les droits et les obligations du bénéficiaire ainsi que de définir les modalités de fonctionnement du **SIAMPADH**.

Ce règlement de fonctionnement est une annexe du présent livret d'accueil. Il complète les éléments énoncés au cours de ce livret.

1) Domaine d'application :	Le règlement de fonctionnement est élaboré par le SIAMPADH et validé par le Conseil d'Administration. Il s'applique à l'Association, à ses services et aux relations des bénéficiaires avec elle.
2) Diffusion du règlement de fonctionnement :	Le règlement de fonctionnement est affiché au Siège Social du SIAMPADH . Il est également remis à tous ses bénéficiaires et ses intervenants.
3) Aspect juridique :	Le règlement de fonctionnement est tenu à disposition des autorités de tarification et notamment en cas d'inspection.
4) Assurance :	Le SIAMPADH dispose d'une assurance responsabilité civile et juridique, qui est souscrite à la SHAM (18 rue Edouard Rochet – 69372 Lyon Cedex 08). Lors de la détérioration d'un objet : la déclaration auprès du SIAMPADH doit être faite dans les 48 heures : ❖ Une copie de la facture initiale de l'objet (son prix et date d'achat en cas d'absence de celle-ci) ❖ Une copie de la facture remplaçant l'objet ❖ Une copie devis de la réparation ❖ Un bordereau de remboursement de la mutuelle ou assurance maladie ou civile ❖ Une ordonnance ou avis d'un professionnel (opticien par exemple) Le SIAMPADH effectue ensuite la déclaration auprès de son assurance.
5) Adhésion Annuelle :	Il sera proposé à chaque bénéficiaire ou son représentant une adhésion au SIAMPADH en tant qu'association loi 1901. Le montant de l'adhésion est annuel et fixé par l'Assemblée Générale. Chaque adhésion individuelle est renouvelée au 1^{er} Avril de chaque année.
6) Siège social : Usage des locaux et équipements :	Le SIAMPADH dispose de locaux adaptés aux personnes en situation de handicap. Les locaux situés au 41 – 43 Avenue de Fontainebleau – 77760 LA CHAPELLE LA REINE sont destinés à assurer les meilleures conditions d'accueil et d'accompagnement lors de nos prestations. En dehors de nos permanences un répondeur téléphonique permet de laisser des messages.

Règlement de fonctionnement Date d'application 1^{er} Novembre 2014

7) Evaluation au domicile :

Une évaluation de vos besoins est effectuée à votre domicile, afin d'établir ensemble votre projet de Vie. Un projet individualisé d'aide vous sera proposé dans un délai de 6 mois. Lors de notre passage nous vous remettons le livret d'accueil, un contrat, un devis et votre projet de vie. Un cahier de liaison sera mis en place à votre domicile lors de la première intervention.

L'acceptation du contrat et du devis permet à l'association d'intervenir à votre domicile.

8) Organisation des interventions :

Dès réception de votre accord (contrat de prestation et devis) nous réalisons la planification de vos interventions, selon vos besoins.

- ❖ Un planning par quinzaine des interventions sera établi (jour, horaire et nom de l'intervenant).
- ❖ Un planning par quinzaine vous sera transmis par l'intervenant.

Chaque intervenant a une carte professionnelle sur l'application de son téléphone portable.

9) Suivi des interventions à votre domicile :

Un cahier de liaison sera mis en place dès la 1^{ère} intervention à votre domicile.

Il permet d'être consulté à tout moment par nos intervenants, les professionnels et votre famille...

En cas de refus de votre part, il vous sera demandé de signer l'attestation « refus du cahier de liaison ».

10) Absence :

Les absences ou hospitalisations pouvant entraîner une interruption des prestations doivent être signalées au **SIAMPADH** pour permettre l'organisation du travail de l'intervenant.

A votre retour, vous avertirez au plus tôt le **SIAMPADH** pour reprendre vos prestations.

Pour les personnes relevant de l'APA et PCH, cette signalisation est primordiale. Les prestations prévues ne pouvant pas être effectuées ne seront pas prise en compte par le Conseil Général : **contrôles de l'APA effectués chaque année** (remboursement des heures non effectuées vous sera demandé).

Important : Lorsque vous n'acquitez pas la participation restant à votre charge, le versement de l'APA peut être suspendu (Article L 232-7 du C.A.S.F).

Les contrôles prévus à l'article 19 du décret n°2001-1085 du 20-11-2001, porteront sur la mise en œuvre globale de votre plan d'aide. Les justificatifs à fournir devront couvrir l'intégralité du montant de votre plan d'aide.

- ❖ **Absences ou d'interruptions prévues** de certaines prestations, vous devez prévenir le **SIAMPADH** une **semaine à l'avance**. Passé ce délai, le **SIAMPADH** facturera la ou les prestations.
- ❖ **Absences imprévues** (hospitalisation...), le **SIAMPADH** s'engage à modifier et/ou à supprimer la ou les prestations planifiées.

11) Gestion des remplacements et Continuité du service :

- ❖ **Absences ponctuelles** (vacances, repos, etc.) de l'intervenant habituel, vous serez informé de l'identité du remplaçant par l'intervenant habituel (remise du planning).

- ❖ **Absences imprévues** de l'intervenant habituel, le **SIAMPADH** s'engage à le remplacer. Vous serez prévenu le plus rapidement possible par téléphone.

Le **SIAMPADH** s'engage dans la continuité du service et de planifier les remplacements.

Les horaires peuvent, cependant, être modifiés et vous serez prévenu par téléphone pour avoir votre accord.

Si des changements sont nécessaires pour assurer les remplacements, votre accord vous sera demandé.

Règlement de fonctionnement Date d'application 1^{er} Novembre 2014

ESSAIM GATINAIS – SIAMPADH – Association Loi 1901

Service d'Intervention et d'Accompagnement Mobile pour Personnes Âgées Dépendantes et/ou Handicapées

41- 43, Avenue de Fontainebleau - 77760 LA CHAPELLE-LA-REINE - Tél 01 60 96 92 90

Agrément préfectoral N°SAP/308221068 - Autorisation Conseil Général 77 PA/PH n°2004/29

N° SIRET 038 2210068 00049 – Code APE 8810A

Mail : siampadh@essaimgatinais.asso.fr

12) Ajustements de vos besoins :

Une visite annuelle sera effectuée à votre domicile afin de mettre à jour votre projet de vie.
Il s'agit de la Réévaluation de votre projet de vie (nouveaux besoins, temps d'intervention...).
Au cours de l'année, des visites peuvent être réalisées à votre domicile sur votre demande ou sur proposition du service. Le rendez-vous sera fixé par téléphone et convenu d'un commun accord.

13) Enregistrement des heures d'interventions :

Le SIAMPADH a mis en place un système de télégestion : enregistrement des heures effectuées à votre domicile (début et fin des interventions). Cet enregistrement se fait sur le téléphone portable de l'intervenant à votre domicile avec un système de « code barre » qui vous est dédié.
Le détail des interventions vous sera transmis avec votre facture.

14) Facturation :

Le SIAMPADH vous adressera une facture mensuelle à partir du 5 de chaque mois. Cette facture doit être payée 15 jours au maximum après réception.
Les factures peuvent être réglées par le moyen de paiement de votre choix :

- Chèque bancaire à l'ordre du SIAMPADH
- Espèces au siège social du SIAMPADH
- Virement bancaire
- CESU préfinancés

15) Clés :

En fonction de votre désir et de vos besoins, vous pouvez confier 4 exemplaires des clés de votre domicile.
Nous garderons vos clés à l'association (endroit sécurisé et fermé à clés). Ces clés seront confiées aux intervenants lors de leurs interventions.
Une attestation de remise de clés vous sera transmise lors de notre première évaluation à votre domicile.

16) Résiliation et suspension

En cas de résiliation du bénéficiaire :

❖ **Annulation du contrat avant le début des prestations** : c'est possible. Le bénéficiaire doit prévenir le SIAMPADH le plus rapidement possible dans un maximum de 7 jours pour faire valoir son droit de rétractation dont les conditions sont prévues aux articles L121-21 et suivant le Code de la consommation (point de départ du droit de rétractation : le lendemain de la signature du contrat).

Cas particuliers : pour les prises en charges mutuelles et sorties d'hospitalisation : le bénéficiaire doit prévenir l'association au moins 48h avant la 1^{ère} prestation programmée.

❖ **Pour les bénéficiaires de l'APA** : tous changements de situation et de prestataires se font le premier jour de chaque mois.

❖ **Résiliation du contrat** : le bénéficiaire doit adresser une Lettre Recommandée avec Accusé de Réception au SIAMPADH. Le contrat peut être interrompu à la date choisie et sous réserve du respect du préavis ci-dessous :

- ✓ 48h si le contrat est résilié au cours du 1^{er} mois de la prise en charge
- ✓ 1 mois si le contrat a une durée comprise entre 1 et 12 mois
- ✓ 2 mois si le contrat a une durée supérieure à 1 an

(suite) En cas de résiliation du bénéficiaire :

Concernant : Un déménagement, un changement de prestataires de services ou pour une autre raison le préavis ci-dessus s'applique.

Concernant : Les départs en maison de retraite, hospitalisation de longue durée, refus de prise en charge financière et décès aucun préavis ne s'applique (sous réserve d'un justificatif).

b) En cas de résiliation du SIAMPADH :

❖ **Non Paiement :**

Une facture est adressée chaque mois et doit être acquittée par le bénéficiaire à réception. Au-delà de deux rappels infructueux, le SIAMPADH mettra fin à ses prestations sans délai.

Le SIAMPADH pourra résilier le contrat sans préavis par lettre recommandée avec accusé de réception.

❖ **Sanction du non- respect :**

Le SIAMPADH peut interrompre le contrat de prestation en cas de mise en danger de son personnel après plusieurs observations écrites et non suivies d'actions correctrices, est un motif d'arrêt immédiat ou d'un délai de 7 jours selon les cas.

17) Dossier personnel du bénéficiaire :

Les données concernant le bénéficiaire font l'objet d'un traitement automatisé dans les conditions fixées par la loi du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'information, aux fichiers et aux libertés.

En cas de fin des prestations, vous ou votre famille pouvez demander à récupérer votre dossier administratif.

En cas de suspension ou d'arrêt des prestations, vous serez libre de récupérer ou non votre cahier de liaison.

18) Formalités d'accès aux informations et de consultation du dossier.

La personne aidée peut exercer son droit d'accès et de rectification dans les conditions suivantes :

- ❖ La demande de consultation doit être faite 15 jours avant par écrit auprès de la Directrice
- ❖ La communication des informations du dossier administratif, social et du Projet d'Aide Personnalisé relève de la responsabilité de la Directrice ou du personnel mandaté pour la représenter à délivrer ces informations
- ❖ Lors de la consultation, la personne sera accompagnée par la Directrice ou un représentant pour la consultation du dossier
- ❖ Pour les informations médicales, ce droit s'exerce auprès ou par l'intermédiaire du Médecin traitant pour les données protégées par le secret médical
- ❖ La communication des documents et données s'effectue également dans le respect des lois et des réglementations en vigueur, des préconisations prévues par la charte des droits et des libertés de la personne
- ❖ En cas de contestation ou de réclamation, la possibilité lui est donnée de contacter les personnes habilitées susmentionnées – Circulaire n°138 – DGAS du 24/03/2004

Règlement de fonctionnement Date d'application 1^{er} Novembre 2014

19) Contestations et réclamations :

En cas de litiges et de contestations relatif à l'exécution des interventions, le bénéficiaire saisit prioritairement le référent du **SIAMPADH** gestionnaire de l'intervention à son domicile.

Celui-ci recherche avec le bénéficiaire les actions correctrices nécessaires.

En cas de désaccord, le bénéficiaire peut saisir la directrice du **SIAMPADH**, en cas d'impossibilité de trouver un accord, le bénéficiaire peut recourir à :

❖ **Une personne qualifiée :**

L'article L311-5 du code de la famille et de l'action sociale énonce que toute personne prise en charge par un établissement ou un service social ou médico-social, ou son représentant légal, peut faire appel en vue de l'aider à faire valoir ses droits à une personne qualifiée qu'elle choisit sur une liste conjointement établie par le Préfet et le Président du Conseil Général.

❖ **Le Tribunal compétant :**

Tout litige n'ayant pu recevoir une solution amiable pourra être porté devant le Tribunal de Grande Instance de Fontainebleau.

20) Entrée en vigueur, durée et révision :

Le présent règlement de fonctionnement a été soumis à l'approbation du Conseil d'Administration du 21 Octobre 2014. Il entrera en vigueur au 1^{er} Novembre 2014. Le Conseil d'Administration pourra y apporter, si besoin, les modifications qui vous seront transmises.

Sa durée est indéterminée.

Une révision du règlement de fonctionnement : au maximum tous les cinq ans.

Règlement de fonctionnement Date d'application 1^{er} Novembre 2014

Annexe 6 : TARIF DU SIAMPADH

A compter du 1^{er} janvier 2018, le tarif horaire du SIAMPADH arrêté par le Conseil Départemental de Seine-et-Marne est fixé à :

- **23,76 euros.**

A compter du 1^{er} janvier 2018, le tarif horaire des bénéficiaires de l'**Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)** arrêté par le Conseil Départemental de Seine-et-Marne est fixé à :

- **21,60 euros** par heure en semaine/ dimanches et jours fériés

Annexe 7 : LISTE DES PERSONNES QUALIFIEES

Conformément à l'arrêté / DTARS / DGA SOLIDARITE / ETABLISSEMENT PA/AH / N° 2012-13 PQUAL n°1, la liste des personnes qualifiées au titre des établissements et services pour personnes âgées ou personnes handicapées,

la liste des personnes qualifiées prévue à l'article L.311-5 du Code de l'Action Sociale des Familles est constituée comme ci-dessous :

Services d'aide à domicile :

- Madame Michelle DELOULAY
- Madame Béatrice PRUVOST-CHATAIGNIER, directrice du service d'aide et d'accompagnement à domicile Nord 77 SAAS à Dammartin en Goëlle
- Madame Roseline LAURENT